**Réponse à la motion de M. Roland Ostermann
demandant l'annulation du plan partiel d'affectation voté le 2 juillet 1991
en faveur du Crédit Foncier Vaudois et le retour au statu quo ante**

Rapport-préavis N° 2002/33

Lausanne, le 27 juin 2002

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs,

Dans le rapport-préavis N° 196, du 18 janvier 2001¹, la Municipalité répondait par la négative à la motion de M. Roland Ostermann demandant l'annulation du plan partiel d'affectation N° 654, voté le 2 juillet 1991², en faveur du Crédit Foncier Vaudois à la place Chauderon. Cette mesure supprimerait la possibilité, non utilisée à ce jour, de construire un bâtiment à l'angle rue du Petit-Rocher / rue du Maupas et d'occuper la cour arrière par une construction basse avec un jardin en toiture. Dans sa séance du 13 novembre 2001³, votre Conseil, par deux voix de majorité, refusait les conclusions du préavis.

Dans ces circonstances, heureusement rares, d'un refus d'une réponse à une motion, la Municipalité a l'habitude, bien qu'aucune règle ne l'y oblige, de représenter dans les six mois un nouveau préavis susceptible de trouver une majorité au Conseil. En ce qui concerne la présente motion de M. Roland Ostermann, la Municipalité doit cependant se rendre à l'évidence qu'elle ne dispose aujourd'hui d'aucun élément nouveau permettant d'amener une réponse différente. En effet, le propriétaire unique, la Banque Cantonale Vaudoise, qui achève actuellement une réfection complète du bâtiment à valeur historique, a reconfirmé sa volonté de conserver les droits de bâtir conférés par le plan N° 654. A ces droits légitimes s'ajoute le délai, d'au minimum quinze ans, de stabilité reconnue des plans d'aménagement du territoire, garant de la sécurité du droit. La Municipalité, pour sa part, continue de penser qu'il n'y a aucune urgence à réformer ce plan et attend d'être face à un projet concret pour entreprendre une procédure de modification du plan si nécessaire. Si la Municipalité est consciente que le plan légalisé présentait la meilleure solution au problème posé à l'époque, elle admet tout autant que d'autres solutions peuvent émerger dans le futur, justifiant la reprise de ce plan. Rappelons que l'article 77 de la Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC) lui donne, en tout temps, en cas de blocage et sous réserve de la sécurité de droit liée à la durée de vie d'un plan partiel d'affectation, le droit de refuser un projet réglementaire et de réviser un plan.

---

¹ Bulletin du Conseil communal N° 12/I, 2001, pp. 188-190

² Bulletin du Conseil communal, 1991, tome II, pp. 88-103

³ Bulletin du Conseil communal N° 12/I, 2001, pp. 191-194

Conclusions

Fondée sur ce qui précède, la Municipalité vous prie, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le rapport-préavis N° 2002/33 de la Municipalité, du 27 juin 2002 ;
ouï le rapport de la Commission nommée pour examiner cette affaire;
considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

d'approuver la réponse à la motion de M. Roland Ostermann demandant l'annulation du plan partiel d'affectation voté le 2 juillet 1991 en faveur du Crédit Foncier Vaudois et le retour au statu quo ante.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic :
Daniel Brélaz

Le secrétaire :
François Pasche